TABLE DES MATIERES

EN GUISE DE PRESENTATION, par Jacques VANDERLINDEN	VII
SOMMAIRE	1
INTRODUCTION	3
PROLOGUE	
DE L'EMPIRE ROMAIN AUX ROYAUMES BARBARES	7
I L'HERITAGE ROMAIN	7
A Aperçu de l'histoire politique et constitutionnelle	7
1. La Royauté et la République	8
2. L'Empire	8
B Le droit romain	10
1. Les processus de création du droit	10
a. Sous la Royauté et la République	11
b. A l'époque de l'Empire	11
i. Le rôle législatif croissant de l'empereur	11
ii. Les compilations	12
2. Quelques caractéristiques du droit romain	13
a. Une relation constante entre la théorie et la pratique	13
b. Les rapports avec le christianisme	14
i. L'influence du christianisme	14
ii. L'Eglise chrétienne à l'époque du Bas-Empire	15
II LA FIN DE L'EMPIRE ROMAIN D'OCCIDENT	16
1 CHAPITRE 1	
LA PERIODE FRANQUE (DU V^e AU IX^e SIECLE)	19
SECTION 1 – LES MEROVINGIENS	20
I L'EMERGENCE ET LA CONSOLIDATION D'UNE DYNASTIE	20
A L'expansion territoriale et ses conséquences	21
B La conversion au catholicisme et le rôle de l'Eglise	22
1. Un choix religieux fort opportun	22
2. L'Eglise mérovingienne	23
C La conception du pouvoir	24

III	L'ADMINISTRATION	26
A	L'administration centrale : le Palais	26
B	L'administration locale : les comtes et les évêques	27
III	L'ORGANISATION DE LA JUSTICE	28
A	Le système de la personnalité des lois	28
	1. La détermination de la loi applicable	28
	2. Les cas de conflits de lois	29
	3. La rédaction des « lois »	29
B	L'esprit du droit franc	30
	1. Vengeance, composition et solidarité familiale	30
	2. La disparition de la notion de faute	31
	3. Une rénovation en profondeur de la société franque ?	31
C	Les juridictions	32
	1. Le <i>mallus</i>	32
	2. Le Tribunal du Palais	33
D	La procédure et les preuves	33
SECTION 2 – LES CRISES DE LA FIN DU VII^e SIECLE, L'ESSOR DES PIPPINIDES ET LA FONDATION DE LA DYNASTIE CAROLINGIENNE		34
I	L'EVICITION DES MEROVINGIENS	34
III	LES PREMIERES MANIFESTATIONS DE L'IMMUNITE ET DE LA VASSALITE	36
III	LA FAILLITE DU SYSTEME MEROVINGIEN	37
SECTION 3 – L'ORDRE CAROLINGIEN		37
I	LES DEBUTS DE LA MONARCHIE CAROLINGIENNE : UNE DYNASTIE DE DROIT DIVIN	37
II	LE POUVOIR	38
A	L'alliance avec l'Eglise et le ministère royal	39
	1. La théocratie royale	39
	2. Des rois militants et réformateurs	40
B	L'Empire	41
	1. La réflexion de l'entourage lettré de Charlemagne	41
	2. Le couronnement impérial	42
III	LE RAYONNEMENT DE L'AUTORITE : LES INSTITUTIONS	44
A	L'administration centrale	44

B	Le rayonnement de l'autorité dans le territoire	45
	1. L'administration locale ordinaire	45
	a) L'amélioration des anciens cadres mérovingiens	45
	b) Les envoyés du roi	45
	2. Le recours à des institutions supplétives	46
	a. La multiplication des liens personnels : le serment	46
	b. La vassalité	47
	c. L'immunité	48

IV	UN EXEMPLE DES REFORMES CAROLINGIENNES : LE DROIT ET LA JUSTICE	48
-----------	--	----

A	Le développement de la législation dans le souci de la Paix chrétienne	49
----------	---	----

B	La justice	49
	1. Les juridictions	49
	a. Le <i>mallus</i>	49
	b. Les <i>missi dominici</i>	50
	c. Le Tribunal royal	50
	2. La procédure et les preuves	50

SECTION 4 – LA DISLOCATION PROGRESSIVE DE L'EMPIRE CAROLINGIEN		52
---	--	----

I	LA FIN DE REGNE EQUIVOQUE DE CHARLEMAGNE	53
----------	---	----

II	LE REGNE DE LOUIS LE PIEUX	53
-----------	-----------------------------------	----

A	L'objectif d'unité	53
	1. L'influence des clercs : les fondements doctrinaux de l'idée d'unité	53
	2. Le règlement successoral de 817	55

B	L'échec de la politique unitaire	55
----------	---	----

III	LE PARTAGE DES TERRITOIRES	56
------------	-----------------------------------	----

IV	POUR UNE ANALYSE NUANCEE DE LA DESTRUCTURATION DE L'EMPIRE	58
-----------	---	----

2	CHAPITRE 2 L'ENRACINEMENT DE LA FEODALITE (AUTOUR DE L'AN MIL)	60
----------	---	----

I	LES CAUSES INTERNES ET EXTERNES DE LA DISLOCATION	61
----------	--	----

A	Les causes internes : les faiblesses traditionnelles	61
----------	---	----

B	Les causes externes : les invasions	62
----------	--	----

II	L'ELIMINATION DES CAROLINGIENS ET LA DESAGREGATION POLITIQUE	63
A	Le processus de désagrégation de l'autorité royale	63
	1. La carence du gouvernement au plan militaire	64
	2. La dilapidation du trésor royal	64
	3. La perte du contrôle sur les agents	64
	4. La privatisation du ban	64
	5. Le développement de l'hérédité des <i>honores</i>	64
	6. La médiatisation du pouvoir	65
	7. La rupture avec le principe d'hérédité de la fonction royale	65
B	Analyse : le fondement et l'étendue des pouvoirs du roi	67
III	LA DISLOCATION DE LA FRANCIE OCCIDENTALE : LA « MUTATION FEODALE »	70
A	Une première phase d'éclatement : les principautés territoriales	70
	1. Le processus d'émergence des « royaumes » et des « principautés »	70
	2. La nature du pouvoir	71
	3. Un exemple du maintien d'anciennes structures carolingiennes : la justice	73
B	La poursuite de l'autonomisation territoriale	73
	1. Le morcellement des pouvoirs de commandement : des princes aux comtes	73
	2. Le système castral : des comtes aux sires	74
IV	CONCLUSION : UNE DESAGREGATION QUI N'ABOUTIT PAS AU DESORDRE	75

3

CHAPITRE 3	LES TEMPS FEODaux. DE L'ORDRE SEIGNEURIAL	77
	A L'ORDRE FEODAL (DE LA FIN DU X^e SIECLE À LA FIN DU XIII^e SIECLE)	77

PRELIMINAIRES 77

1. Remarque terminologique	77
2. Transformation du cadre général	78
3. Le régime de la terre	78
4. Seigneurs « banaux » et seigneurs « fonciers »	79
5. Géographie de la décomposition des <i>pagi</i>	80
6. Le problème des sources	81

SECTION 1 – LES TROIS ORDRES DE LA SOCIETE 82

I	LES PAYSANS	83
A	L'effacement de deux traits caractéristiques de la liberté	83
B	Les obligations de la paysannerie	84
	1. Les obligations dues au détenteur du ban	84
	2. Les obligations dues au maître de la terre	85
C	Le statut de la paysannerie : vers la disparition de la liberté	85
	1. La disparition des alleux	86

2. La généralisation de la condition servile	87
a. Les charges et les incapacités	87
b. L'acquisition et la perte de la condition servile	87
D Une paysannerie misérable et asservie ?	88
LA COUTUME (I) – CONSUETUDINES ET PRINCIPE DE TERRITORIALITE DES LOIS	
A Apparition et sens du mot « <i>consuetudines</i> »	89
B De la personnalité à la territorialité des lois	90
II LES NOBLES	
A La constitution de la noblesse	91
B Les privilèges	93
C Les rapports féodo-vassaliques	94
1. La vassalité	95
a. La cérémonie	95
b. Les obligations découlant de la cérémonie	95
2. Le rôle central du fief	95
a. La concession du fief	96
b. Les conséquences de la concession du fief	96
c. Les sanctions	97
3. La patrimonialisation du fief	97
a. L'hérédité	98
i. L'émergence du principe	98
ii. L'organisation successorale	99
iii. La sauvegarde des droits du seigneur	99
b. L'aliénabilité du fief entre vifs	99
i. L'émergence du principe	100
ii. La sauvegarde des droits du seigneur	100
4. La « réalisation » du lien vassalique	100
5. La hiérarchie vassalique	101
a. Position du problème	101
b. Les mécanismes de sauvegarde envisagés	101
D Une noblesse de plus en plus encadrée	102
III LES CLERCS	
A La qualité de clerc	103
B Les privilèges	104
C Les bénéfices	104
D Clergé « séculier » et clergé « régulier »	105
IV CONCLUSION : UN SCHEMA TERNAIRE IMPUISSANT A MAITRISER LES MUTATIONS SOCIALES	106

I	L'EGLISE ET LA SOCIETE FEODALE	107
A	L'implication de l'Eglise dans la société féodale	108
B	Les tentatives de l'Eglise de réguler la société féodale	109
	1. Les mécanismes pacificateurs	109
	a. La paix de Dieu	109
	b. La trêve de Dieu	110
	c. La christianisation de l'idéal chevaleresque	110
	d. Les croisades	110
	2. Les résistances au mouvement de la paix de Dieu	111
II	LE RENFORCEMENT DES STRUCTURES RELIGIEUSES	112
A	Le déroulement de la Réforme grégorienne	112
	1. L'affirmation de la primauté romaine	113
	2. La réforme de la procédure d'élection du pape	113
	3. La condamnation des investitures laïques	114
	4. La « Querelle des Investitures » et les <i>Dictatus Papæ</i>	114
	a. Les principes fondamentaux	115
	b. Les droits du pape dans l'Eglise	115
	c. Les droits du pape à l'égard des princes	116
	5. Une défaite du pape Grégoire VII mais une victoire de la papauté : la naissance de la théocratie pontificale	116
	a. La fin du conflit entre Henri IV et Grégoire VII	116
	b. La justification de la théocratie pontificale	117
	6. L'épilogue du conflit : le Concordat de Worms (1122)	118
B	Les juridictions ecclésiastiques	118
	1. L'émergence de l'officialité	118
	a. Distinctions	118
	i. <i>Justice temporelle et justice spirituelle</i>	119
	ii. <i>For interne et for externe</i>	119
	b. L'organisation des tribunaux ecclésiastiques	119
	2. Les compétences	119
	a. Les compétences <i>ratione personæ</i>	120
	b. Les compétences <i>ratione materiæ</i>	120
	3. La procédure devant les tribunaux ecclésiastiques	120
	a. En matière civile	121
	b. En matière criminelle	121
	4. Les peines prononcées par les juges ecclésiastiques	121
C	L'essor du droit canonique	122
	1. Les sources du droit canonique	122
	a. Le droit divin	123
	b. Le développement du droit humain et de la législation canonique	123
	i. <i>L'émergence d'un droit canonique « humain »</i>	123
	ii. <i>La législation canonique</i>	124
	α. <i>Les décisions des assemblées</i>	124
	β. <i>Les décisions pontificales</i>	124

c. La coutume	124
d. Le droit romain	125
2. Les collections canoniques	125
a. Les collections canoniques du III ^e au XI ^e siècle	125
b. Le <i>Décret</i> de Gratien	126
c. Les <i>Décrétales de Grégoire IX</i> et la formation du <i>Corpus iuris canonici</i>	127
3. La doctrine et l'enseignement	127
III LE BILAN DES REFORMES	128
SECTION 3 – L'EMANCIPATION URBAINE : NOUVEAUX STATUTS, NOUVEAUX POUVOIRS ET NOUVELLES INSTITUTIONS	
PRELIMINAIRE : LE RENOUVEAU ECONOMIQUE	130
A La seigneurie et la croissance	130
B Le développement des bourgs	131
I LIBERTES OCTROYEES OU LIBERTES REVENDIQUEES ?	132
A Les seigneurs, fondateurs des bourgs	132
B Le mouvement communal	133
1. La conjuration des habitants	133
2. Les antécédents des mouvements d'émancipation	134
a. Les confréries	134
b. Les hanses et les ghildes	135
c. Les « associations de paix »	135
3. Les réactions du monde clérical	136
C Les consulats du Sud de la France	136
1. L'implantation du monde nobiliaire dans le milieu citadin	136
2. L'origine et l'élargissement du consulat	137
D Bilan : une lutte sociale qui déborde le cadre urbain	137
II LES FRANCHISES	139
III LES FORMES POLITIQUES DE L'EMANCIPATION	140
A De la participation à l'autonomie	140
1. La participation au pouvoir du ban : villes de franchises ou de prévôté	140
2. L'autonomie : communes et consulats	140
B L'organisation institutionnelle et le réagencement de l'autorité	141
1. Dans les villes de franchises ou de prévôté	141
2. Dans les communes et les consulats	141
a. Les organes délibératifs et décisionnels	142
b. Les attributions des magistrats municipaux	142

3. Le droit statutaire urbain	143
4. Une libéralisation généralisée du système seigneurial	145
IV UNE REVOLUTION URBAINE ?	145
SECTION 4 – L'ORDRE FEODAL ET LE RENOUVEAU	
DE LA MONARCHIE CAPETIENNE	
PRELIMINAIRE : LA REVOLUTION INTELLECTUELLE	149
DES XII^e ET XIII^e SIECLES	
A La redécouverte de sources philosophiques et juridiques de l'Antiquité	149
B Le développement des universités	150
C Une méthode d'enseignement particulièrement fructueuse	152
D Le renouveau des études juridiques : l'étude du droit romain et du droit canonique	153
1. La reviviscence de l'étude du droit romain	153
a. La renaissance du droit romain et le développement de l'université de Bologne	153
b. L'Ecole des glossateurs	154
i. Le fondateur	154
ii. La méthode de travail	154
iii. Succès et critiques	154
c. Le mouvement des post-glossateurs	155
i. L'Ecole d'Orléans	155
ii. Les bartolistes	156
2. L'étude et l'enseignement du droit canonique	156
3. Droit romain et droit canonique : le droit savant	157
E Le droit savant : un trésor complexe	157
I LA RECONSOLIDATION DES PRINCIPAUTES	161
A La structuration des châtelainies	161
B La structuration des seigneuries supérieures	162
1. Le support de la restructuration : le lien vassalique	162
2. La subordination progressive des seigneurs inférieurs : le développement ascendant des liens vassaliques	162
3. La formation d'une pyramide féodo-vassalique	163
a. Une pyramide imparfaite...	164
b. ... aux conséquences néanmoins remarquables	164
C La réassurance de l'autorité des princes	165

LA COUTUME (II) : LA MUTATION COUTUMIERE DE LA FIN DU XI^e AU XIII^e SIECLE	165
1. La « cristallisation » de la coutume	165
a. La poursuite de l'évolution du mot <i>consuetudo</i>	165
b. Le rôle crucial des institutions politiques	166
c. Le développement de coutumes dans les matières de « droit privé »	166
2. La géographie coutumière	167
a. Pays « de coutumes « et pays » de droit écrit »	168
b. Une division à mettre en perspective	168
3. L'influence déterminante du droit savant dans « l'émergence de la coutume »	169
a. L'impact des juristes sur l'émergence de la coutume	169
b. La coutume dans la doctrine romaniste du Moyen Age	170
II LE PARCOURS CAPETIEN : LA REASSURANCE DU POUVOIR ROYAL	171
A La situation de départ	172
1. L'étroitesse du domaine royal	172
a. Définition	172
b. L'état du domaine royal	173
2. La désaffectation pour la Cour du roi	175
3. La faiblesse apparente de la monarchie capétienne à ses débuts	175
B Le « miracle capétien »	176
1. Le sacre et le ministère royal	176
a. La cérémonie du sacre	176
b. L'idéal du ministère royal	177
2. Le rétablissement du principe héréditaire et l'établissement de la primogéniture	178
3. La faveur de certains clercs pour une royauté élective	179
C La royauté féodale : les théories (la mouvance)	180
1. La mouvance et le royaume	181
a. La mouvance des terres	181
b. La reviviscence de l'idée de royaume	181
2. La Couronne	182
3. La royauté suzeraine	182
a. Le roi au sommet de la pyramide féodo-vassalique	182
b. Les mécanismes assurant la hiérarchie au profit du roi	183
4. Vers le renversement de la règle « <i>le vassal de mon vassal n'est pas mon vassal</i> »	183
a. La multiplication des vassaux royaux	183
b. La réduction des effets néfastes de l'exécution d'engagements vassaliques	184
5. L'aboutissement : la mise en ordre de la mouvance	184
D La royauté féodale : la reconstruction du territoire	184
1. Les difficultés de la situation	184
2. Les succès de la reconstruction	187
a. Le jeu des sanctions féodales : l'utilisation du droit « pénal »	187
b. Le jeu de la patrimonialité : l'utilisation des ressources du droit privé	188
i. Des cessions	188
ii. Des mariages	188
iii. Des règles successorales	188

3. Les contretemps de la reconstruction : les apanages	189
4. Les résultats	191
III LES INSTITUTIONS ROYALES	192
A L'administration centrale	192
1. Le Conseil	192
a. L'institutionnalisation de la <i>Curia in consilio</i>	192
i. L'émergence d'un nouvel organe	193
ii. Le rôle croissant des légistes	193
b. Les attributions de la <i>Curia in consilio</i>	193
i. Le rôle consultatif sur le gouvernement du royaume	194
ii. La justice retenue	194
2. Le Parlement	194
a. L'émergence et l'organisation de la <i>Curia in parlamento</i>	195
i. La formation et la stabilisation du nouvel organe	195
ii. L'individualisation du Parlement	195
iii. L'organisation en chambres	196
b. Les attributions de la <i>Curia in parlamento</i>	196
i. Les compétences judiciaires	196
ii. Les attributions non judiciaires du Parlement	197
α. Des arrêts de règlements	197
β. L'enregistrement et les remontrances	197
c. La procédure devant le Parlement dans ses compétences juridictionnelles	198
i. Le développement de la procédure romano-canonique	198
α. La condamnation par l'Eglise du jugement de Dieu	198
β. Le triomphe progressif de la procédure romano-canonique	198
ii. La représentation des parties et l'apparition de nouveaux acteurs	199
α. La possibilité pour les parties de se faire représenter et assister en justice	199
β. L'apparition des « gens du roi »	200
B L'administration locale	200
1. Le premier niveau de l'administration locale : les prévôts (au Nord) et les bayles (au Sud)	200
a. Des agents au service du roi-seigneur	200
b. La lutte contre la tendance à l'hérédité des fonctions prévôtales	201
2. Le deuxième niveau : les baillis (au Nord) et les sénéchaux (au Sud)	201
a. La création d'une véritable administration royale	201
i. Les baillis	202
ii. Les sénéchaux	202
b. Des conditions de recrutement assurant la loyauté au roi	202
c. Les attributions des baillis et des sénéchaux	203
i. Des attributions lourdes et diversifiées	203
ii. Les transformations de la juridiction bailliagère	204
iii. Des agents indispensables mais surchargés	204
3. La récupération d'anciennes structures princières	204
4. Les enquêteurs et les réformateurs royaux	205
IV LA RECUPERATION D'ANCIENNES PREROGATIVES REGALIENNES ET LE DEVELOPPEMENT D'UN DROIT ROYAL	206
A La paix royale	206
1. Première tentative : une paix générale	206

2. Les paix spéciales	207
a. La quarantaine-le-roi	207
b. L'asseurement	207
c. La sauvegarde	207
B Le redéploiement de la justice royale	208
1. La lutte modérée contre les juridictions ecclésiastiques	208
2. La lutte intense contre les juridictions seigneuriales	208
a. L'appel	208
i. Le caractère exceptionnel des recours avant le XIII ^e siècle	208
ii. La renaissance de l'appel	209
iii. Un appel possible à plusieurs degrés	209
b. La prévention	210
c. Les cas royaux	210
3. L'aboutissement du processus au plan de la justice laïque : « Le roi, source de toute justice »	211
C La récupération d'une capacité normative autonome	211
1. La récupération par le roi de la capacité normative	212
a. Une renaissance du pouvoir normatif du roi subordonnée à la nécessité du consentement des barons	212
b. Le processus de dégagement des structures féodales	213
i. Une concertation maîtrisée au sein du Conseil	213
ii. Les principes dégagés par le juriste Philippe de Beaumanoir	213
LA LEGISLATION (I) : DE TIMIDES DEBUTS	214
1. Une terminologie fluctuante	214
2. Des actes normatifs de plus en plus nombreux	215
3. Des actes législatifs prudents, circonscrits à un domaine : le droit « public »	215
4. Des textes normatifs sans cesse répétés	216
5. Un pouvoir normatif exercé sur requête	216
c. Conclusion : la loi, instrument encore fragile de régulation de l'« Etat » en émergence	217
2. Les relations entre la loi du roi et la coutume : un point d'équilibre ?	218
LA COUTUME (III) : FORMULATION ET CONTROLE DE LA COUTUME : 219	219
LA PREMIERE PHASE	
A Connaissance et preuve de la coutume avant le XV^e siècle	219
1. Le problème de la connaissance et de la preuve de la coutume	219
2. Les modes de formulation et de preuve de la coutume avant le XV ^e siècle	220
a. Les records de coutumes ou les rapports de droit	220
b. Les chartes urbaines	220
c. La rédaction privée : les coutumiers	221
d. Le recours à chef de sens (rencharge)	223
e. L'enquête par turbe	224
B Le rapport complexe entre le roi et l'ordre coutumier	226
1. Le roi, « gardien des coutumes »	226
2. Les modifications apportées à l'ordre coutumier	226
a. La lutte du roi contre les « mauvaises coutumes »	226
b. Les modifications de l'ordre coutumier par les agents royaux	228

V	L'ABOUTISSEMENT DE LA MISE EN ORDRE FEODALE : DE LA SUZERAINETE A LA SOUVERAINETE	230
----------	--	-----

4

CHAPITRE 4	LA MONTEE DE L'ETAT MONARCHIQUE (DU XIV^e AU XVI^e SIECLE)	233
-------------------	---	-----

PRELIMINAIRES		233
----------------------	--	-----

I	CADRE GENERAL DE LA PERIODE : UN TEMPS DE CRISES	233
----------	---	-----

A	Les problèmes démographiques et économiques	234
----------	--	-----

B	Les troubles politiques et militaires	236
----------	--	-----

II	LE DECLIN DE L'EMPRISE PONTIFICALE ET LA MONTEE D'UN SENTIMENT NATIONAL	237
-----------	--	-----

A	L'émergence d'un sentiment national ou patriotique	237
----------	---	-----

1.	Les conflits entre Philippe IV le Bel et Boniface VIII	237
a.	Le point de départ du conflit : la levée d'impôts sur le clergé	238
b.	La thèse des partisans de la royauté : l'antériorité du pouvoir politique	238
c.	La menace d'un appel à la désobéissance, suivie d'une pause dans le conflit	239
d.	Lèse-majesté contre privilège du for	239
e.	L'appel à l'opinion publique et la radicalisation de la position de Boniface VIII	240
f.	L'épilogue de la crise : « l'attentat d'Agnani »	240

2.	Les conséquences du conflit de souveraineté : le gallicanisme	241
a.	L'attitude plus conciliante des successeurs de Boniface VIII	241
b.	L'émergence du gallicanisme politique	241

B	Le malaise interne à l'Eglise : le Grand Schisme d'Occident	242
----------	--	-----

1.	La crise et son aboutissement : schisme et thèses conciliaires	242
a.	Les pratiques centralisatrices de la papauté et leur contestation	242
b.	La crise ouverte : schisme, obédiences et soustraction d'obédience	243
c.	Les thèses conciliaires	243

2.	Les conséquences de la crise : l'essor des Eglises nationales	244
a.	Des Eglises à l'identité nationale affirmée	244
b.	L'intervention de la royauté : la Pragmatique Sanction de Bourges et le gallicanisme ecclésiastique	245

C	Bilan : la fin de l'universalisme pontifical et le renforcement de l'autorité monarchique	245
----------	--	-----

III	LA SITUATION PAR RAPPORT A L'EMPIRE	246
------------	--	-----

A	La perpétuation d'une fiction : l'universalité de l'Empire	246
----------	---	-----

B	La réalité : la force grandissante des royaumes et la situation favorable de la monarchie française	247
----------	--	-----

C	La question de l'autorité du droit romain sur le territoire du royaume	248
----------	---	-----

1.	La position des juristes bolonais : le droit romain, législation vivante	248
----	--	-----

2. Les mesures prises par la royauté française	248
a. L'interdiction de l'enseignement du droit romain à Paris	248
b. Les ordonnances royales	249
3. L'attraction intellectuelle croissante exercée par le droit romain	249

SECTION 1 – L'ETAT MONARCHIQUE : UN CORPS POLITIQUE PROTEGE 250

I	LES JURISTES ET LE CORPS POLITIQUE	251
A	Des hommes détestés	251
	1. Une nouvelle vision du politique et de l'Etat	251
	2. Les juristes, soutien de l'absolutisme ?	252
B	Le corps politique	253
II	LES PRINCIPES STATUTAIRES DE L'ETAT MONARCHIQUE	253
A	Les règles de dévolution de la Couronne	254
	1. Les principes de masculinité et de collatéralité	254
	a. La crise de succession de 1316	254
	b. Les arguments en présence	255
	c. Le coup de force du régent et l'apparition de deux principes : la masculinité et la collatéralité	255
	2. L'exclusion de la parenté par les femmes	256
	a. La crise de 1328	256
	b. La déclaration du principe d'exclusion de la parenté par les femmes	256
	c. Le développement ultérieur des arguments en faveur de la solution française	257
	i. <i>Les raisonnements tirés de la spécificité du pouvoir royal</i>	257
	ii. <i>Le travail effectué pour relier la solution à un texte</i>	257
	iii. <i>La « loi salique », acte solennel régissant la succession à la Couronne de France</i>	258
	3. La loi de catholicité	258
	a. Les inquiétudes soulevées par le principe « <i>cujus regio, ejus religio</i> »	258
	b. La crise successorale et l'incohérence des solutions envisagées	259
	c. La solution de l'arrêt Lemaître pris par le Parlement de Paris	259
A	Le principe de continuité	260
	1. La position du problème	260
	2. L'établissement de la continuité	260
	a. La doctrine	260
	b. La coutume	261
	c. La législation	261
	3. La pratique et les conséquences du principe de continuité	262
C	L'indisponibilité de la Couronne	263
	1. La position du problème	263
	2. L'établissement du principe d'indisponibilité de la Couronne	265
	3. Les conséquences	266

D	L'indisponibilité du domaine royal	266
	1. L'ébauche d'un espace juridique à protéger	267
	a. L'idéal financier reposant sur l'intégrité du domaine	267
	b. La détermination des éléments du domaine	267
	i. L'assise territoriale d'un pouvoir direct	267
	ii. Un ensemble de prérogatives, de droits et de revenus	268
	2. L'émergence des règles protectrices du domaine	268
	a. La doctrine	269
	i. Le modèle du droit canon	269
	ii. La systématisation du statut des biens de la Couronne	269
	b. Une lente consécration dans la pratique, la jurisprudence et la législation	269
	i. Les révocations de donations et rescissions d'aliénations	269
	ii. La réitération des interdictions d'aliéner	270
	3. Les exceptions	271
	a. Le domaine casuel	271
	b. Les engagements	271
	c. Les apanages	271
III	LE ROI AUX PRISES AVEC LES AMBITIONS DES APANAGISTES : L'EXEMPLE DE LA BOURGOGNE	272
A	De la maison de Bourgogne aux Pays-Bas	272
B	Le développement institutionnel	274
	1. Les conseils collatéraux	275
	2. Les Etats	276
	a. Formation	276
	b. Fonctionnement et rôle	276
	3. L'organisation judiciaire	277
IV	L'ABOUTISSEMENT : UNE CONSTITUTION « COUTUMIERE » ?	278
SECTION 2 – LE ROI		280
I	LE ROI « TRES CHRETIEN »	281
A	La mutation du sacre	281
	1. Portée juridique et portée religieuse du sacre	281
	2. Une promesse du sacre renforçant l'usage des prérogatives royales	281
B	Le roi de France, mandataire de Dieu	282
	1. L'exclusivité du titre de roi « très chrétien »	282
	2. Un mandataire de Dieu, seul en charge du royaume	282
II	LA CONSTRUCTION DE LA SOUVERAINETE	283
A	Le roi, « empereur en son royaume »	283

1. L'émergence de la maxime	283
a. La logique de la maxime	283
b. Les éléments de la propagande	284
2. L'utilisation de la maxime : les « droits du roi »	284
a. Un faisceau de prérogatives exclusives	285
b. Le développement du pouvoir normatif	285
i. Un nouveau fondement au pouvoir normatif	285
ii. Les tendances absolutistes de la théorie du pouvoir normatif	286
iii. Le cadre et les limites de l'activité normative du roi	286
B La théorisation de la souveraineté	287
1. Le principe de la souveraineté	287
2. Les « marques » et les « bornes » de la souveraineté	288
a. L'importance du pouvoir normatif	288
b. Les exigences du « droit gouvernement »	288
LA COUTUME (IV) – L'INTERVENTION SUR L'ORDRE COUTUMIER : DEUXIEME PHASE	289
A La rédaction officielle des coutumes	289
1. La rédaction officielle des coutumes en France	289
a. Les ordonnances et la procédure suivie	289
b. Le bilan de la première vague de rédaction et l'entreprise de réformation des coutumes	290
c. Les conséquences de la rédaction officielle au plan de la preuve	291
2. La rédaction officielle des coutumes dans les Pays-Bas	291
a. Les ordonnances et la procédure suivie	292
b. Le bilan	293
c. Les conséquences de la rédaction officielle sur la preuve de la coutume	293
B Une transformation de la nature de la coutume	293
III L'ABOUTISSEMENT : AUTONOMIE SOUVERAINE ET LIEN DE SUJETION	295
SECTION 3 – LES RESISTANCES ET LE DIALOGUE	296
DANS L'ETAT MONARCHIQUE	
I LES PREMICES ET LES CONDITIONS D'UN DIALOGUE	296
A Une cohésion nationale naissante	297
B Les acteurs de la vie politique : les trois ordres ou les trois états	297
1. Le clergé	298
2. La noblesse	298
3. Le tiers-état	299
C Le pays organisé : l'émergence d'un dialogue institutionnalisé dans des assemblées représentatives	300

1. De la logique féodale à la logique de la représentation	300
2. Le modèle des assemblées ecclésiastiques	301
II LES ETATS GENERAUX	301
A Apparition et rythme	301
1. La mutation des pratiques de consultation de la royauté	301
2. Des convocations liées aux crises	302
B Fonctionnement	302
1. L'évolution des modes de composition des Etats	302
a. Des convocations nominatives de plus en plus exécutées par mandat	302
b. Le recours à l'élection	304
2. Le mandat	304
a. Les demandes formulées par la population	304
b. Les instructions données par les électeurs aux délégués	305
3. La réunion	305
C Le rôle rempli par les assemblées d'Etats	306
1. Les attributions	306
a. Le conseil	306
b. L'aide	306
<i>i. L'idéal financier et la réalité</i>	306
<i>ii. L'affirmation par les juristes du droit pour le roi de lever l'impôt</i>	307
<i>iii. Le développement d'une fiscalité d'Etat</i>	307
2. Les ambitions des Etats : la lutte pour le partage de la souveraineté	308
a. Le contrôle de la fiscalité	308
<i>i. La nécessité, affirmée par les Etats généraux, du libre consentement</i>	308
<i>ii. L'impôt décidé d'autorité par le roi</i>	309
<i>iii. La légitimité des besoins de l'Etat</i>	309
b. Les exigences de réformation du royaume	310
<i>i. L'idée traditionnelle de réformation</i>	310
<i>ii. Une nouvelle conception de la réformation, tournant à la contestation</i>	311
III LES ETATS PROVINCIAUX	312
A L'origine et le développement des Etats provinciaux	312
1. Des assemblées exprimant les particularismes régionaux	312
2. L'organisation	313
B La mission assignée aux Etats provinciaux et leur déclin	313
IV BILAN : L'INCAPACITE DES ETATS GENERAUX	313
A PARTAGER LA SOUVERAINETE	

LA LEGISLATION (II) – LA LEGISLATION DU XVI^e AU XVIII^e SIECLE	315
A L'incidence des Etats généraux sur la pratique législative au XVI^e siècle	315
1. Les grandes ordonnances	315
2. Les premiers souhaits de codification officielle	316
B La mutation des XVII^e et XVIII^e siècles	316
1. Une nouvelle technique législative	316
2. Les principales ordonnances des deux derniers siècles de l'Ancien Régime	316
a. Le règne de Louis XIV (1638-1643-1715)	317
b. Le règne de Louis XV (1710-1715-1774)	317
c. Le règne de Louis XVI (1754-1774-1793)	318
3. Bilan	318

SECTION 4 – LES MOYENS DE L'ETAT MONARCHIQUE	319
LE DEVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL	

I LE PERSONNEL DE L'ADMINISTRATION	319
A Professionnalisation et stabilisation des officiers	320
1. Les modes de recrutement	320
a. L'impétration	321
b. L'élection	321
2. Le développement d'un statut protecteur	321
a. La protection des agents	322
b. Le régime de responsabilité	322
c. La patrimonialisation des offices	322
<i>i. La vénalité</i>	322
<i>ii. L'hérédité</i>	323
d. La stabilité des offices	323
<i>i. Le principe du droit royal de révoquer et la pratique</i>	323
<i>ii. Les réactions des officiers et l'octroi d'un statut protecteur</i>	324
B Les conséquences de la formation d'un statut des officiers	324
II LES ORGANES GOUVERNEMENTAUX	325
A L'administration centrale	326
1. Les auxiliaires immédiats	326
2. Le Conseil	326
a. L'utilisation intensive de la consultation	326
b. Le « sectionnement » du Conseil	326
B L'administration locale	327
1. Le démembrement des baillages	327
2. Le rôle des gouverneurs	327
C La justice royale	328
1. Les juridictions royales déléguées	328
a. Les justices inférieures ou moyennes	328

b. Les Parlements	328
<i>i. Le contexte de création des parlements provinciaux</i>	328
<i>ii. L'organisation sur le modèle de Parlement de Paris</i>	329
<i>iii. Les compétences</i>	329
α. <i>non juridictionnelles</i>	329
β. <i>juridictionnelles</i>	330

LA JURISPRUDENCE	331
A Le contexte du problème : complexité de l'organisation judiciaire et absence d'unité du droit	331
B La formation de la jurisprudence : la notion de « précédent »	333
1. Un processus d'imitation	333
2. La rationalisation de l'activité juridictionnelle	333
3. Les caractéristiques des premiers précédents invoqués	334
C Le problème de la connaissance des décisions de justice	334
1. Le record de cour (ou record de juges)	334
2. Les registres	334
3. Les recueils d'arrêts	335
D Le contenu des décisions de justice conservées : la question de la motivation	335
1. Dans les registres	336
a. Une motivation lacunaire puis inexistante	336
b. Les causes de ce déclin de la motivation	336
2. Chez les arrêtistes	337
E Vers la motivation obligatoire des décisions de justice	337
1. Les réactions des cours souveraines et des autorités à l'égard de la publication des décisions	337
2. L'émergence de la motivation obligatoire	338
3. L'apport de la Révolution française	338
F Bilan	339
2. La lutte contre les juridictions concurrentes	339
a. Contre les juridictions seigneuriales	339
b. Contre les juridictions ecclésiastiques	340
<i>i. En raison de la personne</i>	340
<i>ii. En raison de la matière</i>	340
<i>iii. Une procédure particulière</i>	340
3. L'exercice de la justice retenue	341
a. L'affirmation constante du principe	341
b. Les modes d'action du Conseil	341
CONCLUSION :	342
LA REALITE DE L'ETAT MEME SANS LE VOCABULAIRE	

EPILOGUE	
LE DROIT COMMUN FRANÇAIS, LA CODIFICATION ET LE <i>IUS COMMUNE</i> EUROPEEN	345
I LA FIN DE L'ANCIEN REGIME : DROIT FRANÇAIS ET PLURALISME JURIDIQUE	346
A L'émergence et la conceptualisation d'un droit « français »	346
LA DOCTRINE	347
A Au XVI^e siècle	347
1. Les commentateurs de coutumes	347
2. La deuxième renaissance du droit romain	348
a. <i>Mos gallicus</i> contre <i>mos italicus</i>	348
b. Un droit romain très savant et peu pratique	348
B La charnière des XVI^e et XVII^e siècles : les premiers ouvrages de synthèse	349
C La réforme des facultés de droit	350
D La fin du XVII^e et le XVIII^e siècle	350
1. Le maintien de l'approche empirique	351
2. Le rationalisme juridique	351
a. Les précurseurs	351
b. Les travaux ouvrant la voie au Code civil	352
B Le pluralisme juridique de la société d'Ancien Régime	354
1. Le concept de pluralisme juridique	354
2. Les critiques adressées au pluralisme juridique à la fin de l'Ancien Régime	354
3. L'impact modéré de ces critiques dans la pratique	355
C L'avènement du volontarisme juridique	356
II L'APPORT DE LA REVOLUTION FRANÇAISE	357
A L'exigence d'une constitution formelle	357
1. La rénovation des théories du contrat social	357
2. Les débats sur le « droit constitutionnel »	358
3. L'Assemblée constituante des années 1789-1791	359
B Le légicentrisme de la Révolution	360
1. La puissance législative et l'expression de la volonté générale	360
2. Le culte de la loi et ses conséquences sur les autres sources du droit	361
C Les tentatives de codification	362
1. Les réalisations dans d'autres pays européens	362
2. Les réalisations durant la période révolutionnaire	363

III	LES CODIFICATIONS NAPOLEONIENNES	365
A	Le Code civil	365
	1. L'élaboration du Code civil des Français	365
	2. L'esprit du Code civil	366
	3. Les sources du droit après la promulgation du Code civil	367
B	Les autres codes napoléoniens	368
C	Les critiques adressées à la codification	369
D	Le sort des codes napoléoniens dans nos régions	369
IV	MONOPOLE ETATIQUE DE LA FORMULATION DU DROIT ET <i>IUS COMMUNE</i> EUROPEEN : UN PROBLEME D'AVENIR	370
	NOTES	373
	ORIENTATION BIBLIOGRAPHIQUE	381
	Liste des cartes, genealogies et schémas	397
	TABLE DES MATIERES	399